

Lettre de Liaisons. n° 63, 7 mai 2003.

Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire. Jean Jaurès.

Comité de rédaction : Mayeul Chamussy (38), Olivier Delbeke (94), Bernard Grangeon (63), Joelle Losson (54), Claude Luchetta (43), Vincent Présumey (03), Michel Tommasini (88).

Contacts et correspondance chez V.Présumey 3, rue de Serbie 03 000 Moulins ou à e-liaisons@voila.fr

"*Je n'aurai aucune tendresse pour ceux qui veulent bloquer*", a dit **Jean-Pierre Raffarin** en réponse à une question journalistique précise sur les appels de FO et de SUD-Rail à la grève reconductible à la SNCF à partir du 13 mai. Cette phrase montre que le gouvernement est un état-major, l'état-major des patrons, qui se prépare à la bataille et n'exclut aucun moyen.

Il a aussi expliqué qu'entre la rue et le gouvernement, c'est le gouvernement qui gouverne, refrain connu qui implique que la question -qui gouverne ? - est déjà en train de se poser !

D'ailleurs, il n'a pas fermé la porte à l'éventualité d'un référendum sur la contre-réforme des retraites, montrant que la légitimité de son gouvernement -et celle là même du président Chirac qui est forcément impliqué dès que l'on parle de référendum- est belle et bien en question dans la partie qui s'engage.

Si Raffarin joue les chefs d'état-major (et fusible du maréchal en chef) conscient de ce qui se prépare et joue pour l'instant ce rôle avec cohérence, un qui semble n'avoir bel et bien rien compris, c'est **Luc Ferry**.

Mardi 6 au soir, Luc Ferry était content des faibles moyennes de grévistes constatées au plan national dans l'Education.

Sauf que deux faits s'entremêlent : le 6, la grève nationale "reconductible" appelée par les fédérations n'a pas eu un grand succès en elle-même. Mais la grève de masse, porteuse de l'aspiration au Tous ensemble, c'est-à-dire à la grève générale, a commencé, comme une nappe, d'un établissement à un autre. Il y a des secteurs que la nappe n'a pas atteints - globalement, à l'heure où sont écrites ces lignes, la carte qui se dessine ressemble de manière frappante à celle de la taille des manifs en décembre 95 : banlieue parisienne plus que Paris, villes du centre et surtout du Sud, et très peu à l'Est.

Cela donne une moyenne faible, mais, pour qui a vu les AG, la mise en mouvement de nappes profondes, des "techniciennes de service", des écoles et collèges déshérités et sans vie syndicale, le fait que le mouvement est engagé et qu'il est ascendant ne fait aucun doute.

Un mouvement politique : il affronte de plein fouet la décentralisation, axe central de la politique du gouvernement, et son unification avec la lutte d'ensemble de la classe ouvrière pour ses retraites est donc porteuse du choc frontal avec le gouvernement, en tant que tel.

Et donc, quand ça chauffe, on le ressort. Anniversaire oblige ? Mais le 21 avril, c'était d'abord la majorité à gauche ne voulant plus de ce qu'est devenue la gauche et le manifestant par l'abstention, par le vote extrême-gauche et dans les votes plus "traditionnels" à gauche eux-mêmes, la politique de Jospin permettant à **Jean-Marie Le Pen** d'être présent au second tour. Moralistes immoraux et profs de "citoyenneté" se devaient se saisir l'occasion pour, encore une fois, faire honte au bon peuple et nier le 21 avril social au profit du 21 avril officiel, celui de Le Pen. Le service public a donc organisé un show Le Pen le lundi 5 mai au soir.

Remarquons, encore une fois, la corrélation étroite entre tout ce qui concerne Chirac et tout ce qui concerne Le Pen : au même moment Madame Chirac se faisait faire une douce violence pour dire que "mon mari" pourrait bien être candidat en 2007 (ça sert aussi à ça, le quinquennat et l'inversion du calendrier !), et Le Pen en présence de Madame fille laisse entendre la même chose en ce qui le concerne.

Cela étant, cette manière de nous jouer "on prend les mêmes et on recommence" commence à évoquer un piétinement et reflète aussi la crise de la V° République (dont Le Pen est lui-même une sorte d'institution) qui menace de redémarrer en trombe si Raffarin échoue sur les retraites et sur la décentralisation...

Les journalistes-vedettes ont d'ailleurs pris soin de ne pas poser à Le Pen de question directe à ce sujet. Il a donc pu, indirectement, en disant que le gouvernement précédent avait laissé trainer ce dossier et en expliquant que lui, comme il n'a pas "l'esprit fonctionnaire", n'est-ce pas, il ne pense pas à la retraite, apporter son soutien à Raffarin contre la classe ouvrière et contre l'immense majorité de la population, parmi laquelle ceux qui ont voté pour lui l'an dernier.

Il n'en manquait plus qu'un, et il est là : vous aurez tous deviné, n'est-ce pas, que nous voulons parler de **François Hollande**, le miraculé du vote sur les motions au PS, présenté de ce fait comme le "principal opposant" de Raffarin, ce qui explique en bonne partie la bonne mine de ce dernier, et celle de Le Pen.

Les 62% de Hollande dans la situation sociale présente sont un coup direct au mouvement des salariés dans la mesure où il signifie qu'on veut leur boucher tout horizon politique alternatif. C'est la négation du 21 avril dans le parti socialiste. C'est donc un coup à ce que ce parti contient encore de lien avec le mouvement social. Qui cache d'ailleurs une déchirure : un vote massif de l'appareil, des élus, de retraités, d'employés municipaux, et des fausses

cartes, contre les jeunes, les syndicalistes et les socialistes, une cassure très profonde avec les 38% de voix oppositionnelles.

Les travailleurs se trouvent donc acculés à la lutte, et en possession de leurs forces sur ce plan, mais sans représentation politique au plan national leur permettant d'aller jusqu'au bout avec confiance. Ceci dit, la représentation politique de la lutte ne pouvant naturellement aller sans lutte, c'est sans état-d'âme aucun que nous devons nous y engager.

Comment se présente le 13 mai et la suite ?

Plaçons-nous au point de vue du pouvoir. Pour Chirac et Raffarin, le meilleur scénario est le suivant : ils s'attendent bien à des mouvements sociaux puissants, mais ils comptent gérer la durée. Que les grèves de masse décidées à la base contre leurs projets soient limitées à certains secteurs de l'Education et des Postes, et que le relais d'étape traverse le mois de mai, avec certes manifestations et grèves, mais dans un cadre en gros contrôlé, sans jonction avec les grèves contre les licenciements et les plans "sociaux". Constatons que le calendrier mis en avant par la confédération CGT -manifestation le dimanche 25 à laquelle appellent déjà aussi la FSU et l'UNSA, complété par l'appel de la FSU à une grève le 19 mai, appel lancé avant même le 13, "colle" fort bien à ce scénario ...

Au passage, des "concessions" sont possibles sur tel ou tel point -sur les retraites les plus faibles, sur les travailleurs ayant cotisé 40 ans avant 60 ans, voire sur les primes dans la Fonction publique (sur lesquelles Fillon envisage de créer une caisse complémentaire spécifique obligatoire, amorçant donc la destruction du Code des pensions et du statut général de la Fonction publique), il serait possible de donner des satisfaction à la direction de la CFDT, lesquelles serviraient de prétexte à la CGT pour dire que, comme il ne faut pas briser "l'unité" avec Chérèque, il est impossible de combattre pour le retrait du plan Fillon, et *a fortiori* pour le retrait des ordonnances Balladur de 1993 et le retour du privé à 37,5 annuités ...

Que l'on se comprenne bien : mettre des millions dans la rue le 25 mai, pourquoi pas, mais quand la grève s'étend dans les établissements scolaires, et quand la première préoccupation des militants doit être de construire une grève générale le 13 mai, mettre en avant qu' "il faut bien préparer le 25", c'est s'opposer au mouvement réel qui a commencé. Le 25, de trois choses l'une :

- ou bien cette manif ne sera plus nécessaire,
- ou bien elle sera gigantesque et, portée par le mouvement qui commence maintenant, ce ne sera pas un problème de trouver des trains et des cars ...
- ou bien elle tendra à être un enterrement de première classe avant les examens et les vacances scolaires ... et le vote de la loi contre les retraites.

Vouloir réussir le 25, sincèrement, implique donc de lutter ici et maintenant pour l'unité dans la grève le 13 sur des revendications claires, ouvrant la voie à la reconduction de la grève mardi dans le maximum de secteurs.

Le plan gouvernemental est donc clair. Et Raffarin le dit et le répète : une fois qu'il aura passé par ce coup de torchon et que sa loi contre les retraites sera adoptée, les autres "réformes", notamment l'application de la décentralisation, passeront beaucoup plus facilement. C'est ainsi qu'ils veulent transformer leur victoire politique et institutionnelle de mai 2002 en victoire sociale pour les patrons et faire régresser en profondeur les relations de travail, les rapports sociaux, comme en Grande-Bretagne sous Thatcher.

Cependant, cette hypothèse pessimiste comporte aussi le fait qu'il y aurait alors accélération des processus politiques dans la classe ouvrière, dans les syndicats et les partis, pour construire un débouché.

Mais d'autres scénarios sont possibles.

Il peut arriver que nous ayons un début de grève générale le 13 et les jours suivants. Dire cela n'est en rien affirmer qu'il y aura grève générale. La grève générale existe déjà, comme contenu de la volonté de travailleurs, de militants syndicaux, d'Assemblées générales de collèges, ou de tri postaux, d'aller au combat en dressant la force unie des exploités contre les exploités.

Mais, 1°) il est possible que cela retombe et se disperse, et l'on revient au premier scénario, 2°) il est possible aussi que les choses aillent plus loin. Le spectre de cette situation préoccupe déjà Raffarin derrière l'assurance affichée, car c'est à cela qu'il pense quand il annonce par avance son peu de tendresse -nous n'en attendons pas moins ! - envers les auteurs de "blocage" (dans le langage des rentiers, des profiteurs et des notables "blocage" veut dire "grève"), c'est à cela qu'il pense quand il refuse le "pouvoir de la rue", c'est à cela qu'il pense quand il n'exclut pas un référendum.

Car si le rassemblement des exploités commence effectivement à se dresser contre le pouvoir, alors la très grande faiblesse des assises du gouvernement apparaîtra tout de suite et forcera le président, d'une manière ou d'une autre, à prendre une initiative -cela va du discours solennel à l'article 16 (le recours à la force) en passant par le référendum, toutes choses risquées, car ce qui serait alors mis en jeu au péril de flamber, c'est le capital politique du plébiscite présidentiel de l'an dernier monté au moyen de Le Pen.

On peut donc envisager que le gouvernement, le président, le régime, soient stoppés et fortement affaiblis, ce qui ouvrirait une phase rapide de désordre, de crise et de recomposition politique.

Contrairement à ceux qui pensent que la grève générale est quasi inéluctable et que Chirac n'aurait d'autre force que ses 19% du 21 avril 2002, nous ne pensons pas que ce dernier scénario, qui est pour nous le plus optimiste, soit forcément le plus probable.

Avoir une pleine lucidité à ce sujet n'empêche absolument pas de s'engager dans la lutte et de la pousser le plus loin possible. Au contraire, ce sont les illusions sur les résultats automatiques qu'elle pourrait avoir par elle-même qui sont porteuses de désillusions douloureuses voire de réactions de panique si nous ne réussissons pas. Dans les assemblées générales et les réunions syndicales, il est fréquent, et naturel, que l'on réagisse en disant que "Juppé aussi avait ce numéro" du type qui ne cédera pas. Ce n'est pas porter atteinte à la confiance des travailleurs que de leur dire que là, ce sera plus dur et plus âpre. Le leur expliquer c'est les responsabiliser, c'est se responsabiliser ensemble, pour aller à la bataille, car c'est seulement en n'engageant pas le combat que l'on est certain de perdre.

Ayons notamment conscience de l'impasse économique dans laquelle se trouvent tous les gouvernements européens. Blair attaque les services publics. Schröder s'est fait huer pour ses projets contre les retraites et de libéraliser le droit de licenciement. Une grève nationale a eu lieu en Autriche, pour la première fois depuis 50 ans, contre le projet de porter l'âge de la retraite de 57 ans pour les femmes et 59 ans pour les hommes à 65 ans pour tous... Dans le cadre de la "guerre sans fin" de Bush, et qu'ils soient du prétendu "axe de la paix" ou non, ils doivent tous attaquer, ils ont tous prêté serment de ne pas céder à "la rue".

Nous devons nous engager dans la bataille. Mais son issue ne dépend pas de nous. Elle dépend essentiellement de la spontanéité du mouvement réel, "spontanéité" nourrie de l'action des militants, de l'expérience accumulée. Et cette spontanéité ne peut pas par elle-même renverser le régime, elle ne peut construire en quelques semaines une alternative politique, une représentation politique démocratique de la majorité.

Sur ce plan, nous ne sommes pas plus avancés qu'il y a un an. Le maintien de la direction Hollande au PS, d'un côté, l'absence dominante de préoccupation envers cette question immédiate du pouvoir, du débouché politique, de la démocratie dans l'extrême-gauche (et faut-il même faire allusion au congrès du PCF ?), le poids des appareils et du passé, du mort saisissant le vif dans toutes les organisations, est là.

Mais le constat de ce vide au moment précis où le mouvement autonome de la classe ouvrière se montre capable par lui-même de tenter d'ébranler le régime sera un facteur reposant à nouveau toutes les questions.

Dans l'immédiat.

Nous sommes à la veille du 13 mai. Oeuvrons à 4 choses :

-que la grève soit le plus étendue possible et entraîne des entreprises privées. Pour cela, nous avons préconisé des diffusions intersyndicales devant les boîtes. Et le message doit être : par le Tous ensemble et pas autrement, on peut gagner.

-que les revendications exprimées soient celles des travailleurs : retrait du plan Fillon et abrogation des mesures Balladur.

-que la question de la décentralisation, portée par la lèvre de fond qui parcourt l'Education, vienne rencontrer et s'unifier dans le 13 mai avec le mouvement pour les retraites.

-qu'un maximum d'assemblées générales se tiennent dans tous les secteurs, dans la journée, qu'elles décident la reconduction et que des intersyndicales élargies à leurs délégués se réunissent le soir, pour discuter de la suite immédiate.

* * *

Document : appel de l'Assemblée générale des personnels de l'Education nationale de l'Allier, 6 mai.

POUR LE SERVICE PUBLIC LAÏQUE NATIONAL DE L'EDUCATION.

L'assemblée générale des personnels des établissements de l'Allier, réunie à St-Pourçain le mardi 6 mai avec les syndicats FERC-CGT, FNEC-FP-FO, FSU, SGEN-CFDT, SNETAA, SUD-Education, UNSA-Education, en présence de la FCPE,

1°) Appelle à la grève reconductible dès maintenant jusqu'au retrait des attaques sans précédent engagées par le gouvernement.

2°) Appelle à participer massivement à la grève générale interprofessionnelle et aux manifestations du 13 mai.

3°) Appelle à une nouvelle Assemblée générale départementale le 13 mai à 14 h. au Colisée à Moulins. *

4°) Appelle les fédérations nationales de l'Education à organiser la grève générale reconductible jusqu'à satisfaction des revendications, dès maintenant.

5°) Appelle à l'organisation d'assemblées générales communes dans les établissements.

6°) Appelle tous les établissements, les écoles, à établir la liste de leurs revendications pour établir le cahier de doléances de l'école publique.

7°) Appelle à associer partout les parents d'élèves au mouvement pour le service public.

POUR :

Le retrait du plan Fillon.

Le maintien intégral du Code des pensions.

37,5 annuités pour tous, public-privé.

L'abrogation de la loi sur les assistants d'éducation.

La création des emplois statutaires nécessaires au bon fonctionnement du service public et la titularisation de tous les précaires.

Le maintien de tous les statuts des personnels dans la Fonction publique d'État.

CONTRE :

La régionalisation dont les premières mesures sont le transfert des personnels de toutes les catégories (ATOS, COPsy, AS, médecins, administratifs gérant ces catégories) aux collectivités territoriales.

La mise en chômage des aides-éducateurs et la suppression des MI-SE.

Pour l'avenir et pour les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité, citoyens, parents, personnels, soyons unis pour le service public laïque de l'Éducation nationale.

* * *

Parti socialiste.

Un message diffusé par Gérard Filoche, animateur de la revue "Démocratie et Socialisme", membre du BN du PS et du courant NPS (Nouveau Parti Socialiste, avec Vincent Peillon et Arnaud Montebourg), nous apprend que lors du vote sur les motions dans sa section de Combs-la-Ville, il a été déclaré de manière antistatutaire "radié" du PS avec 20 autres adhérents, alors que les partisans de F.Hollande sont, de manière tout autant antistatutaire, venu payer leur cotisation le soir même pour voter.

Une "radiation" symboliquement datée du 21 avril ... 2003 et exigée par un dirigeant du PS, Stéphane Le Foll.

Nous avons souvent dénoncé, critiqué et brocardé dans cette lettre l'orientation politique de G.Filoche. Nous l'assurons ici de notre solidarité contre ce premier épisode de répression interne et de reprise en main dans un climat où un appareil qui a eu peur veut se venger, avec une vindicte particulière contre Montebourg, dont les crimes, pour eux, ne viennent pas des motions dans le PS mais de son opposition à Chirac en 2001.

* * *

Elections en Argentine.

Avec un taux d'abstentions (le vote étant obligatoire) de moins de 20%, taux relativement ordinaire en Argentine et plus faible qu'en 2001, avec seulement 1,6% de votes blancs et nuls (le PTS, Parti des Travailleurs pour le Socialisme, et d'autres groupes appelaient au vote nul), avec 2,5% des voix pour Patricia Walsh, présenté par Izquierda Unida (coalition du PC et du MST, Mouvement Socialiste des Travailleurs) et 0,8% pour Altamira, candidat du PO (Parti Ouvrier) en ce qui concerne les partis de gauche, trotskystes pour la plupart, impliqués dans le mouvement révolutionnaire, et seulement 1,5% des voix pour le PS, très droitier, et 0,25% pour un groupe social-démocrate de gauche, le PS "Authentique", le premier tour des élections présidentielles en Argentine, ce 27 avril, est clairement une défaite.

Une défaite pour la classe ouvrière, pour le mouvement révolutionnaire des *piqueteros*, des comités de voisins et des usines remises en marche par les travailleurs, dont Bruckman évacuée violemment peu avant ce scrutin, et une défaite pour les partis, divisés, qui ont joué un rôle important dans ce mouvement révolutionnaire mais n'apparaissent absolument pas à la masse des travailleurs comme pouvant leur servir à construire une issue, ne serait-ce qu'un début de représentation politique authentique et démocratique, PO, PTS, MAS, MST ...

Il semblerait qu'aussi bien le spontanéisme voulant que les organisations populaires régulent tout elles-mêmes, que le volontarisme auto-proclamatoire des groupes se présentant comme "le noyau" du "parti", n'ont trouvé aucune voie vers les masses qui, dans ces élections, ont porté deux péronistes au second tour.

Il est difficile, depuis la France et compte-tenu du manque d'information dont nous nous sommes déjà plaints, et qui vient brusquement de revenir à la suite de ce premier tour, de dire si la situation va vers un tournage à vide complet d'un régime de politiciens fantômes ou vers un redressement de l'Etat bourgeois argentin. Cette seconde éventualité étant la plus probable dans l'immédiat.

Ni Kirchner ni Menem, au second tour, et malgré le fait que beaucoup d'Argentins voteront pour le premier pour barrer la route au second, ne méritent un vote.

Un bilan et une discussion sont évidemment nécessaire et il nous faudra y revenir.

* * *

Nous reproduisons ci-dessous un appel venu des Etats-Unis et nous appelons à la signer largement. Il fait suite à un appel "Pour une politique étrangère démocratique" disponible en français sur notre site :[http://site.voila.fr/bulletin_Liaisons.L'un et l'autre ont cet immense mérite de mettre en cause le pouvoir américain sur la base de la démocratie. Cela, c'est de l'anti-impérialisme véritable.](http://site.voila.fr/bulletin_Liaisons.L'un_et_l'autre_ont_cet_immense_mérite_de_mettre_en_cause_le_pouvoir_américain_sur_la_base_de_la_démocratie)

Campagne pour la Paix et la Démocratie.

Appel contre la répression à Cuba.

Signataires : Michael Albert, Stanley Aronowitz, Eileen Boris, Robert Brenner, Noam Chomsky, Joshua Cohen, Mike Davis, Richard Deats, Haroldo Dilla, Manuela Dobos, Ariel Dorfman, Barbara Ehrenreich, Samuel Farber, Janeane Garofalo, Barbara Garson, Susan Griffin, Thomas Harrison, Adam Hochschild, Doug Ireland, Naomi Klein, Joanne Landy, Jesse Lemisch, Rabbi Michael Lerner, Nelson Lichtenstein, Michael Lowy, Grace Paley, Katha Pollitt, Matthew Rothschild, Edward Said, Jennifer Scarlott, Carl Schorske, Juliet Schor, Ellen Schrecker, Stephen Shalom, Adam Shatz, Alan Sokal, Immanuel Wallerstein, James Weinstein, Naomi Weisstein, Peter and Cora Weiss, Cornel West, Reginald Wilson, Howard Zinn et d'autres ont signé cet appel contre la répression à Cuba à l'initiative de "Campagne pour la Paix et la Démocratie" (envoyer vos signatures à :<http://home.igc.org/~jlandy/cpd/antiwar/cuba_sign.html>, vos contributions à <<http://home.igc.org/~jlandy/cpd/antiwar/cont.html>> consultez la liste des signataires sur <<http://home.igc.org/~jlandy/cpd/antiwar/cubalist.html>>).

L'appel "Contre Saddam Hussein et la guerre des EU en Irak, pour une politique étrangère démocratique" est paru dans *The New York Times*, *The Nation*, et *The Progressive*, ainsi que dans les sites Web *ZNet*, *Progressive*, *Nation*, et *Boston Review* et dans de nombreux sites et revues dans ce pays et ailleurs. Avec votre aide nous souhaitons donner au présent appel le plus large écho possible.

Merci.

Joanne Landy, Thomas Harrison, Jennifer Scarlott.

Les militants anti-guerre, pour la justice sociale et les Droits de l'homme condamnent la répression à Cuba.

Nous, soussignés, protestons énergiquement contre l'actuelle vague de répression à Cuba. Nous condamnons les arrestations d'opposants pour leurs activités politiques non-violentes, et les lourdes peines de prison -allant jusqu'à 28 années- décidées après des procès inéquitables. Selon Amnesty International, les arrestations comportent des journalistes, des libraires indépendants et des membres de partis d'opposition illégaux. Nous condamnons le procès et l'exécution de trois pirates de l'air en une semaine, tant en raison du caractère expéditif du procès que par opposition de principe à la peine capitale.

En tant que militants anti-guerre, pour la justice sociale et les droits de l'homme, nous avons condamné la dictature de Saddam Hussein et nous nous sommes opposés à l'occupation de l'Irak par les Etats-Unis. Nous défendons les libertés civiles et les droits démocratiques partout, quel que soit le système économique, politique ou social. Nous pensons qu'il est impératif de s'opposer à la répression où qu'elle ait lieu, tant en Irak et en Arabie Saoudite, en Israël ou à Cuba, en Turquie ou aux Etats-Unis. Le changement démocratique à Cuba sera l'oeuvre du peuple cubain lui-même. Les violations des droits démocratiques par le gouvernement cubain ne justifient pas les sanctions ni aucune forme d'intervention des Etats-Unis à Cuba. Le gouvernement des Etats-Unis -lequel emploie la rhétorique des droits de l'homme au profit de ses buts impériaux, mais garde un discret silence quand ils sont piétinés par ses alliés, et

soutient toujours la pratique barbare des exécutions capitales, communément infligées aux EU- n'a aucun titre à prêcher la démocratie et les droits de l'homme.

Nous savons quel est le long, criminel bilan des interventions US en Amérique latine. Il comporte six décennies d'exploitation et de contrôle impérial de Cuba, suivies de la menace d'invasion et d'une campagne de terrorisme international et de guerre économique, dans le but de restaurer sa domination économique et politique sur Cuba, ce qui est à présent bien attesté et prouvé. Seul un gouvernement qui répudie ce bilan, qui renonce à toute intention de restauration de sa domination économique et politique à Cuba, comme dans toute l'aire cubaine et américaine, et qui s'engage à respecter les choix démocratiques du peuple cubain lui-même pourrait avoir la légitimité morale d'en appeler à un changement démocratique à Cuba.

Contre l'administration Bush, emportée par sa victoire militaire en Irak, menaçant d'engager des guerres "préventives" aux quatre coins du globe, nous affirmons notre soutien au droit à l'auto-détermination de Cuba et notre ferme opposition aux sanctions politiques et économiques US dont souffre le peuple cubain.

De la même façon, nous combattons pour la démocratie à Cuba. L'incarcération de personnes pour l'exercice de leurs droits à la libre expression est scandaleuse et inacceptable. Nous exigeons du gouvernement Castro qu'il libère les prisonniers politiques et qu'il laisse le peuple cubain parler, écrire et s'organiser librement.

COMMENTAIRE DE "CAMPAGNE POUR LA PAIX ET LA DEMOCRATIE."

Ce commentaire n'engage que le comité de "Campagne pour la Paix et la Démocratie" et ne fait pas partie de l'appel à signer. Il n'est pas nécessaire d'être en accord avec lui pour signer l'appel.

Toutes les informations l'indiquent : à l'exception des personnes accusées de piraterie aérienne, aucun des prisonniers n'est accusé d'actions violentes ; ils sont accusés de collaboration avec les diplomates US, et/ou d'avoir reçus des fonds gouvernementaux américains. Certains d'entre eux, comme d'autres dissidents, ont rencontré James Cason, responsable de la section des intérêts US à Cuba, et quelques uns auraient reçu du matériel de duplication, des fonds ou d'autres ressources provenant directement du gouvernement US ou du NGO mis en place par Washington.

Si les dissidents se tournent vers l'aide US c'est que les Cubains n'ont pas les moyens nécessaires pour faire connaître leurs idées au public : ordinateurs, photocopieuse, imprimantes... Evidemment cela ne leur est pas toujours agréable d'accepter une aide américaine, et la volonté d'influence politique qui l'accompagne, mais si les citoyens cubains, quelles que soient leur position, pouvaient acquiescer ces moyens par eux-mêmes et sans obstacles, le problème ne se poserait pas. Bien des dissidents (et des non-dissidents) à Cuba regardent vers les Etats-Unis, soit parce qu'ils sont favorables au système capitaliste, soit parce qu'ils croient sincèrement que les EU sont intéressés à promouvoir les droits politique et la démocratie sociale à Cuba. C'est là une terrible erreur, car l'intérêt de Washington est de reconstruire une société fondée sur les biens privés et les inégalités et de promouvoir un gouvernement pro-US, conservateur et probablement répressif, à La Havane.

Mais cette question politique ne justifie pas la répression. Ce n'est pas par la censure et la prison que l'on peut contenir les mouvements pro-US à Cuba. Ni le gouvernement cubain ni aucun autre n'ont le droit d'interdire la libre expression des opinions. En conséquence, les militants progressistes doivent combattre simultanément la répression du gouvernement de Castro et l'interventionisme US, et dénoncer les plans réactionnaires de Washington dans leur propre pays.

* * *

Situation mondiale : construire une alternative à la "guerre sans fin" et chasser Bush and co., instaurer la démocratie de Bagdad à New York.

France : construire une alternative au régime de la V^o République « décentralisée ».

Pour en débattre, le comité de rédaction de la Lettre de Liaisons

*et le Club République Sociale
vous invitent à une réunion ouverte : , Paris salles AGECA, 177
rue Charonne, métro Alexandre Dumas
dimanche 29 juin 2003 14 h.*

**Pour soutenir et élargir la diffusion de Liaisons, faites circuler notre bulletin,
abonnez-vous à notre liste de diffusion : e-Liaisons-subscribe@yahogroupes.fr**